



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES
N°2025-01**

**Fourniture et livraison de repas scolaire
Lot unique**

COMMUNE DE CHALANDRAY
40 Route de Poitiers
86190 CHALANDRAY

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	3
1.5 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Développement durable.....	4
3 - Pièces contractuelles.....	5
4 - Durée et délais d'exécution	5
4.1 - Durée du contrat.....	5
4.2 - Reconduction.....	5
5 - Prix	6
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
5.2 - Modalités de variation des prix.....	6
6 - Garanties Financières.....	6
7 - Avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
8.3 - Délai global de paiement	7
8.4 - Paiement des cotraitants	7
8.5 - Paiement des sous-traitants	8
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations	9
11.1 - Vérifications	9
11.2 - Décision après vérification	9
12 - Garantie des prestations.....	9
13 - Pénalités.....	9
13.1 - Pénalités de retard.....	9
13.2 - Pénalités pour livraison non conforme	9
14 - Assurances.....	10
15 - Clause de réexamen.....	10
16 - Résiliation du contrat.....	11
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	11
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
17 - Règlement des litiges et langues	12
18 - Dérogations	12

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :
« Fourniture et livraison de repas scolaire »

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par l'acheteur.

1.2 - Décomposition du contrat

La prestation est un lot unique :

Lots	Désignation
unique	Fournitures et livraison de repas scolaires

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique. Il donne lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

L'acheteur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, réalisables à l'identique.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Approvisionnement en produits de qualité et durables :

En application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, l'acheteur impose, à la charge du titulaire une condition d'exécution de **fourniture de produits alimentaires de qualité et durables correspondant à au moins 50% du montant total HT annuel des achats de produits alimentaires et dont au moins 20% en produits issus de l'agriculture biologique**. Cette obligation résulte de l'application de l'article 24 de la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite loi « EGalim ».

En application de l'article 257 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite loi « Climat et résilience », **à partir du 1^{er} janvier 2024**, cette obligation d'approvisionnement en produits durables et de qualité est complétée par une autre obligation, imposant, à la charge du titulaire la **fourniture de produits alimentaires de qualité et durables correspondant à au moins 60% du montant total HT annuel des achats pour les viandes et poissons**.

Les familles de produits ciblés sont laissées au choix des candidats

Obligations de suivi par le titulaire des approvisionnements en produits de qualité et durables et issus de l'agriculture biologique et modalités de transmission des informations à l'acheteur :

Le titulaire transmet **une fois par an** à l'acheteur, par voie dématérialisée :

- le total facturé HT des produits de qualité et durables, hors produits issus de l'agriculture biologique ;
- le total facturé HT des produits issus de l'agriculture biologique.

Ces totaux facturés doivent être détaillés par familles de produits.

Le titulaire a obligation de transmettre à l'acheteur, sur simple demande de ce dernier, des moyens de preuve attestant les totaux facturés et transmis.

Les moyens de preuve peuvent être des documents comptables (bons de commande valorisés ou factures).

Sur simple demande de l'acheteur, le titulaire remet les moyens de preuve attestant du caractère de qualité, durable ou biologique des produits, ainsi que les pourcentages représentés, en valeur HT, pour la période donnée.

Les moyens de preuve peuvent être des documents attestant des labels, des certifications ou tout autre document équivalent. Ces documents doivent être en cours de validité au moment où les produits achetés ont été livrés. Le titulaire peut adresser ces documents sous format dématérialisés selon les indications qui lui sont communiquées par l'acheteur.

3 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat (cadre de mémoire technique)

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter du 01/10/2025 jusqu'au 10/07/2026 inclus.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 – Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'Acte d'Engagement (AE).

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de dépôt des offres dans le cadre de la consultation des entreprises ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes pendant la première période, puis les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (010545950 (n-3) / 010545950 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :
« 010545950 - Services de traiteurs et autres services de restauration base 2015 »

6 - Garanties Financières

Sans objet.

7 – Avance

Aucune avance ne sera versée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 21860050000019

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'Acte d'Engagement (AE).

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et la livraison sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée :

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 2 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Sans objet.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire).

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Garantie des prestations

Sans objet.

13 – Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard calendaire, une pénalité fixée à 50,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

13.2 - Pénalités pour livraison non-conforme.

Dès deux livraisons non conformes aux dispositions de l'accord-cadre (par exemple, en cas de non-respect par le titulaire des obligations d'approvisionnement en produits de qualité et durables ou issus de l'agriculture biologique), hors cas de force majeure rendant impossible l'approvisionnement des produits, le titulaire encourt une pénalité fixée à 200,00 € pour chaque livraison non conforme, sans mise en demeure préalable.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Dans le cadre de la livraison, le titulaire reste responsable du transport, du chargement et du déchargement des contenants. Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination sont supportés par le titulaire du marché.

Le parc de contenants est assuré par le titulaire avant la livraison des contenants, la signature des bordereaux de livraison valant acte de transfert de responsabilité.

15 – Clause de réexamen

Les parties au présent marché pourront mettre en œuvre une clause de réexamen du marché en application de l'article R 2194-1 du code de la commande publique en cas :

- De modifications des lieux de livraison ;
- De modifications relatives à la composition des repas, au regard de la législation et de la réglementation en vigueur.

Un avenant est conclu afin d'adapter les modalités d'exécution et le coût de la mission au regard des points réexaminés.

Autre clause de réexamen : Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Il est fait application de l'article R 2194-6 1° du code de la commande publique.

Ce remplacement pourra intervenir dans les hypothèses suivantes :

- cessation de son activité par le titulaire,
- décès du titulaire,
- procédure collective du titulaire sans poursuite du marché,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières du titulaire, empêchant ou risquant d'empêcher la réalisation des obligations contractuelles par le titulaire,
- défaillance du titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé par le titulaire remplit les conditions qu'il a fixé pour la participation à la procédure de passation du marché public initial (absence de motif d'exclusion de la procédure de passation, capacités professionnelles, techniques et financières).

A l'issue de cette vérification, l'acheteur accepte ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne peut pas apporter d'autres modifications substantielles au marché public initial, notamment son prix.

Groupement d'entreprises :

Chacun des membres du groupement peut mettre en œuvre ces dispositions, après accord de l'ensemble des membres du groupement sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

Un avenant est conclu afin d'adapter les modalités d'exécution et le coût de la mission au regard des points réexaminés.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le contrat est résilié aux torts du titulaire.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités, pour manquements répétés à l'obligation d'approvisionnement en produits alimentaires de qualité et durables, notamment en cas de retard ou d'imprécision dans la transmission des moyens de preuve attestant du caractère de qualité, durable ou biologique des produits ciblés, en cas d'inexactitude des documents transmis ou de refus de produire les pièces justificatives prévues.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-FCS, l'accord-cadre peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnités, si la cuisine centrale du titulaire perd son agrément sanitaire, pour quelque titre que ce soit.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai **d'un mois** à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Poitiers est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services